



Monsieur le Directeur Interrégional,

Suite à la déclaration de l'intersyndicale lors de sa venue le 10 juin dernier, Monsieur le Directeur Général nous a répondu magistralement en démontrant une facilité d'adaptation à notre région :

DU VENT !!

M. Colas avait finalement pris le temps de venir visiter les services calaisiens (résidence qui compte plus de 500 agents !). Cette visite fût essentiellement consacrée aux bureaux de contrôle (BC) de Calais et Dunkerque avec un passage éclair au fret routier du TSM et à la BSE de Calais Ferry. Un échange a eu lieu avec les agents de ces structures, pendant lequel il semblerait qu'il ait au moins écouté nos collègues.

Alors qu'un préavis de grève court pour les BC jusqu'au 31 août, l'intersyndicale espérait des annonces.

Ainsi, sur la question de la pénibilité, ce fut une grande déception d'entendre un Directeur Général renvoyer la balle à des discussions avec la fonction publique, sans même aborder les demandes d'attribution de NBI ou d'augmentation de l'ACF des BC.

Encore une fois, les organisations syndicales (OS) ont entendu des administrateurs parler d'irritants (comprenez outils, processus, effectifs...) qu'ils considèrent comme des éléments majeurs du mal-être des agents dans les BC.

L'irritant pour les agents et les OS est surtout un manque de considération envers des demandes légitimes.

Les promesses de discussion sur la pénibilité formulées par la précédente directrice générale tombent à l'eau, tout comme la confiance des agents envers des administrateurs qui passent, sans vraiment se soucier des agents. Seuls les résultats obtenus servent de tremplin à leur carrière.

La réforme (injuste) des retraites, selon le DG, n'a pas abouti sur les possibilités de négocier une reconnaissance de la pénibilité pour des services sédentaires...donc la direction générale clos le dossier !

L'entretien n'a duré qu'une petite heure, les horaires des TGV n'étant pas compatibles avec le dialogue social ! Ça tombait bien pour notre DG : il ne semblait pas venu avec l'intention d'échanger concrètement sur l'ensemble des sujets abordés dans notre déclaration.

Les agents des BC de Calais et Dunkerque se sont depuis mobilisés, remontés par l'absence de considération concernant leurs revendications légitimes.

Depuis 2021, les directeurs renvoient la balle à la DG. Le DG est venu les voir pour renvoyer la balle pour partie vers ses directeurs, pour partie vers le ministère. Monsieur le Directeur, Roland Garros est maintenant terminé, il est temps de cesser de renvoyer les balles et d'agir.

L'absence de réaction de l'administration face au mouvement des BC ne peut être perçue que comme une marque de mépris et de provocation face au mal être des agents.

Les bureaux ont été fermés de minuit à 8 heures car 100 % des agents étaient grévistes les 14 et 15 juin, Il y a eu une absence massive des agents sur les vacations de jour. Pour palier, la hiérarchie s'est déplacée et a surtout brillé par une libération à tout-va (sans contrôle) des flux pour désengorger les sites mais personne au sein de notre institution n'est dupe.

La douane n'a donc pas assuré sa mission de contrôle des marchandises entrant sur le territoire national et communautaire.

Les agents et l'intersyndicale vous donnent donc du temps, jusqu'au second tour des législatives pour entamer sérieusement des négociations.

Ne vous croyez pas sauvé parce que l'actualité est monopolisée par le contexte politique. Cette actualité passera, et il sera fâcheux pour vous que l'opinion publique entende parler des BC à quelques encablures de l'ouverture des JO.

Quelle piètre vitrine lors des passages frontières que ces bureaux de douane fermés pour cause de « mouvement social ».

Pour rappel les agents exigent :

- La prise en compte totale de la pénibilité par le reclassement en service actif.
- L'attribution d'une NBI justifiée par la technicité de leur travail.
- Un abondement de l'ACF Brexit conséquent qui ne se limiterait plus aux agents des bureaux de contrôle.

Il nous faut plus de moyens humains et matériels !

L'intersyndicale de Dunkerque réclame plus d'effectifs pour les Bureaux de Calais, Dunkerque et Boulogne-sur-mer. La présence d'agents en nombre suffisant permet à l'administration d'effectuer plus de contrôles et aux agents de mieux se répartir les tâches.

Nous sommes sur un territoire frontalier propice à la fraude qu'elle soit de petite ou de grande envergure. Rappelons que les fraudes aux contributions indirectes permettent au grand banditisme de financer et d'alimenter d'autres trafics comme ceux du terrorisme, du tabac, des stupéfiants ou des êtres humains.

L'intersyndicale de Dunkerque réclame la création d'une BSI Calais pour épauler les BC et BP dans leur lutte contre les trafics, avec *de facto* un abondement des effectifs de la DI des Hauts-de-France. Notre mission de défense des citoyens français et communautaires est en péril. Il n'est plus possible de laisser entrer les marchandises en provenance du Royaume-Uni sur notre territoire, sans contrôle par manque d'agents. Avant d'être au service des opérateurs trans-manche, nous sommes avant tout au service des consommateurs de l'Union. Nous exigeons une réflexion sur les circuits d'importation.

Si la frontière est intelligente, le fraudeur, lui, est bien plus malin.

En ce qui concerne le plan port, qu'attend l'Administration pour se donner les moyens de ses ambitions à vouloir protéger le territoire ? L'aumône d'un abondement de 4 agents à Dunkerque (auto financé) ne satisfait personne.

Avec le Brexit mais également les nouvelles missions LIC, Tabac, soutien BC, les brigades sont sur-sollicitées et les effectifs n'ont pas été calibrés en conséquence.

Que dire de nos collègues des services support qui sont les éternels oubliés de la gestion RH ?

Hélas, à la lecture des documents de travail fournis par vos services, il apparaît que ce **bilan réalisé est partiel**. En effet, il prend en compte exclusivement les services douaniers du littoral. L'impact du Brexit sur les services supports (TSI, formation professionnelle, IDS, FRHL ...) et les bureaux et brigades intérieurs, est totalement ignoré.

Quid, de la Brigade de Surveillance Extérieur de Lille Ferroviaire ? Cette brigade a pourtant été créée dans le cadre du Brexit et elle n'a jamais vu la création du BCNJ. On a oublié les promesses initiales de la doter de vacations en 12h. Aujourd'hui elle est même menacée de restructuration !

Quid des bureaux intérieurs ? Pour rappel, le code de l'Union n'oblige plus les professionnels à effectuer leurs formalités douanières au point frontière, ils peuvent désormais les effectuer dans le bureau de douane de leur choix. Les bureaux de Valenciennes, Lesquin, Amiens et Arras ont vu leur trafic fortement augmenté sans que des effectifs en quantité suffisante ne leur soit alloué. Ces bureaux intérieurs sont les grands oubliés du Brexit.

Quid d'Info Douane Service ? Ce service a été sur le front dès la mise en place du Brexit. Les appels téléphoniques sur le sujet se sont rapidement multipliés. Face à l'inquiétude des professionnels et des usagers, les collègues ont répondu présent sans aucun renfort. Aucune récompense ne leur a été adressée par l'administration !

Quid des services supports qui ont vu leur charge de travail exploser avec l'arrivée de nombreux collègues ? Une nouvelle fois, les agents ont dû faire plus avec des moyens humains et financiers limités.

Enfin, concernant la prime « Brexit » accordée aux Bureaux de Contrôles, celle-ci doit être attribuée à tous les services impactés par le Brexit.

Nous espérons que ce GT ne sera pas une mascarade dans le but de cocher une case dans le dialogue social ! Nous attendons de l'administration de vraies réponses dans l'intérêt des agents et de notre métier !